

Discours de Christophe Rouillon

**Président du Groupe socialiste du Comité européen des Régions,
Mairie de Coulaines (Pays-de-la-Loire, France)**

Rencontres franco-allemandes d'Angers

 3 mai 2022

 Hôtel de ville d'Angers,
Bd Résistance et Déportation, 49020 Angers

Eléments de discours

Les collectivités territoriales, en France et en Allemagne, se sont immédiatement mobilisées pour venir en soutien des ukrainiens avec de très nombreuses initiatives. Le Comité européen des Régions, dont vous présidez le groupe socialiste, s'est saisi très rapidement de cette situation. Ainsi que cela a été évoqué précédemment, cela intervient à un moment où les principales conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe vont être présentées, débat dans lequel le Comité européen des Régions s'est fortement impliqué.

Quels sont aujourd'hui les priorités du Comité européen des Régions dans le cadre de ce débat ? Quelles propositions, quelles prises de position ? Quelle solidarité avec les collectivités territoriales d'Ukraine ?

Cher Christophe,

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

En premier lieu, je souhaiterais insister sur ce que vous avez présenté dans votre introduction. C'est vrai, les collectivités territoriales ont été et sont en première ligne dans l'accueil des réfugiés ukrainiens. Bien sûr, les régions frontalières de la zone du conflit sont confrontées à des défis

majeurs. Mais, nous ne devons pas oublier que toutes les régions d'Europe font aujourd'hui face à un afflux de réfugiés.

Elles le font avec courage et volontarisme et l'Union européenne les soutient dans ce cadre, tout comme le Comité européen des Régions.

A Coulaines, nous avons repoussé des projets de destructions de bâtiments publics pour une année afin de pouvoir les aménager temporairement pour l'accueil de dizaines de familles ukrainienne.

Au Comité européen des Régions, nous travaillons ardemment afin d'aider les collectivités territoriales à obtenir les moyens suffisants pour accueillir, intégrer et prendre soin des réfugiés arrivant dans nos territoires.

Par exemple, la politique de cohésion a été le bras armé de la Commission européenne pour aider nos régions et nos villes, notamment en mettant à disposition 17 milliards d'euros de fonds non utilisés.

Mais l'Europe, vous le savez, c'est parfois compliqué. Au Comité, nous travaillons donc pour simplifier les procédures et faciliter la vie des autorités de gestion sur le terrain, afin qu'elles puissent aller plus vite et faire mieux.

C'est ainsi que nous avons proposé à la Commission européenne de créer un pot commun où l'ensemble des fonds non dépensés pourraient être concentré. Cela permettrait d'avoir un seul fonds avec une seule règle pour prendre en charge les réfugiés au lieu des cinq règlements qui s'appliquent actuellement.

Le CdR a créé en avril 2020 un groupe de travail sur l'Ukraine qui avait initialement pour but de fournir un soutien politique et technique ciblé aux partenaires ukrainiens afin de les aider à parvenir à une bonne gouvernance à tous les niveaux, à renforcer la démocratie locale et à faire avancer les réformes en matière de décentralisation. Bien évidemment, les travaux de ce groupe ont pris une toute autre tournure depuis le 24 février et nous travaillons en étroite collaboration avec des villes ukrainiennes telles que Kiyv, Marioupol et d'autres pour leur venir en aide avec des projets concrets

comme l'accueil de plusieurs milliers d'enfants dans des camps d'été afin de les reconnecter avec l'enseignement, ces derniers étant actuellement totalement déscolarisés après la destruction de toutes les infrastructures.

Jeudi dernier, le Comité européen des Régions a également adopté une résolution sur le soutien des régions et des villes de l'UE à l'Ukraine en souscrivant par ailleurs à l'appel à une interdiction totale des importations de gaz, de pétrole et de charbon russes en Europe.

*

Au-delà des conséquences directes de la guerre en Ukraine, le Comité européen des Régions est également engagé au sein de la Conférence sur l'avenir de l'Europe pour renforcer les moyens d'actions de l'Union européenne afin de faire face aux futures crises.

La transition verte pour renforcer notre autonomie stratégique, particulièrement en termes énergétiques ou alimentaires, le renforcement de l'Europe de la santé avec une forte demande de

notre part pour inclure la santé et les soins de santé parmi les compétences partagées entre l'UE et les États membres en modifiant le Traité, la mise en place du Socle européen des Droits sociaux ou encore le renforcement de l'Etat de droit sont autant de sujets que nous avons portés au sein de la Conférence afin de mieux armer notre Union pour le futur.

Sur la coopération transfrontalière, particulièrement, le Comité a poussé fort pour éviter que de futures pandémies conduisent de nouveau à la fermeture des frontières. Il a aussi encouragé la reprise des négociations pour mettre en place un mécanisme transfrontalier européen afin de renforcer la cohésion en Europe.

Enfin, et c'est sans doute le plus important, il a mis l'accent sur la participation des citoyens dans l'élaboration des politiques européennes. Le Comité peut être un rouage essentiel pour rapprocher l'Union de ses citoyens. Ce rôle a d'ailleurs été reconnu dans les conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe ainsi que la nécessité de donner un rôle accru au Comité dans l'architecture institutionnelle européenne.

Ces questions d'ordre général pourraient paraître déconnectées du sujet ukrainien. Il n'en est rien, au contraire : la force de l'Union européenne réside dans la vitalité de sa démocratie et la justesse de ses politiques.

C'est pourquoi notre travail ne doit pas s'arrêter là. Alors que les députés européens pourraient demander en juin l'ouverture d'une Convention menant à une réforme institutionnelle de l'UE, la conclusion de mon discours aujourd'hui est que le Comité et nous tous ici devons soutenir cette proposition qui ouvre la voie à un changement historique.

Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra répondre aux attentes des citoyens de l'UE, y compris de l'Ukraine, et faire de l'Europe un outil au service du bien-être des Européens, de l'amélioration de leur vie quotidienne et un réceptacle pour leurs aspirations futures.

Merci de votre attention.